

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 24. De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 15 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2721

[96/29393]

**15 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1<sup>er</sup> décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1<sup>er</sup> septembre 1983, 1<sup>er</sup> août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992, et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1<sup>er</sup> août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux et des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, tel que modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 et du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 janvier 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 23 juillet 1996;

Vu le protocole du Comité du secteur IX du 26 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe, en effet, que les mesures envisagées puissent entrer en vigueur sans délai pour des raisons d'organisation et de suivi des formations prévues au bénéfice des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1996,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Il est créé un Centre d'autoformation et de formation continuée compétent pour les personnels des établissements d'enseignement de plein exercice et de promotion sociale de la Communauté française, à l'exclusion de l'enseignement universitaire, et pour le personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des dispositions des arrêtés royaux fixant les attributions des services de l'administration et les règlements organiques des services d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, le Centre a pour mission de promouvoir des actions de formation en cours de carrière pour les personnels des établissements d'enseignement de plein exercice et de promotion sociale de la Communauté française, à l'exclusion des établissements d'enseignement universitaire, et pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française. »

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° apporte son concours à la préparation et à l'animation de journées pédagogiques ou de stages dont les thèmes, contenus et bénéficiaires sont déterminés en concertation avec l'inspection de la discipline concernée, ou avec l'inspection des Centres psycho-médico-sociaux, ou encore avec l'administration de l'Organisation des Etudes; »

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° répond aux demandes d'aide ou de soutien psychopédagogique qui peuvent lui être adressées par les différents personnels visés à l'article 1<sup>er</sup>; »

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° prépare et anime des réunions de travail pour des groupes d'enseignants d'un établissement ou pour les membres d'une équipe d'un Centre psycho-médico-social, sur les thèmes proposés par la direction de l'établissement demandeur ou du Centre psycho-médico-social; »

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° met à la disposition des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> un Centre de documentation; »

5° un point 7° et un point 8°, rédigés comme suit, sont insérés entre l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et l'alinéa 2 :

« 7° apporte son concours à la préparation et à l'animation des journées de formation en cours de carrière destinées au personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française. Les thèmes et contenus sont déterminés par le Conseil de gestion du Centre; »

« 8° exploite les outils pédagogiques mis au point dans le cadre des recherches en pédagogie financées par la Communauté française et expérimente les propositions pédagogiques formulées à l'issue des recherches précitées. »

**Art. 4.** L'article 4 de l'arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Article 4. La préparation, l'organisation et l'animation des journées pédagogiques et des stages sont concertées avec l'Inspecteur ou les Inspecteurs compétents pour la discipline concernée, ou avec les Inspecteurs des Centres psycho-médico-sociaux, ou encore avec l'administration de l'Organisation des Etudes, et avec le Directeur du Centre. »

**Art. 5.** L'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Conseil de gestion se compose de l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes qui le préside, des Inspecteurs généraux, de l'Inspecteur chargé de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale, de l'Inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécial, d'un Inspecteur coordonnateur des Centres psycho-médico-sociaux et du Directeur du Centre. »

**Art. 6.** A l'article 6 du même arrêté, le point 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Chargés de mission : 29 ».

**Art. 7.** L'article 9, point 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 4. avoir obtenu au moins la mention « Bon » au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection.

En l'absence de bulletin de signalement, le membre du personnel est réputé bénéficier de la mention « Bon ». »

**Art. 8.** A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les chargés de mission doivent satisfaire aux conditions suivantes : soit faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, soit faire partie du personnel technique visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux et des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, tel qu'il a été modifié, et être nommés à titre définitif. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ils sont désignés pour un terme de deux ans, selon le cas, par le Ministre qui a dans ses attributions les établissements d'enseignement concernés ou par le Ministre qui a dans ses attributions les Centres psycho-médico-sociaux. Leur mandat est renouvelable. »

3° à l'alinéa 4, il est ajouté un 9° tiret, rédigé comme suit :

« - une unité pour le personnel des Centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 9.** L'arrêté royal du 18 juin 1979 instituant des Centres de l'Etat pour la formation du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat et fixant les conditions de nomination des membres du personnel technique des Centres de formation de l'Etat est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 11.** La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre-Présidente  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

N. 96 — 2721

[96/29393]

**15 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continuée » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inz. op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 d.d. 1 oktober 1986;

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1974, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 406 d.d. 10 september 1986 en bij het decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op het decreet d.d. 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van sommige onderwijsinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 1 december 1970, 25 november 1976, 16 december 1981, nr. 296 d.d. 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit d.d. nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 27 april 1995 en 9 januari 1996;

Gelet op het koninklijke besluit d.d. 15 maart 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977, 30 maart 1981, nr. 69 d.d. 20 juli 1982 en nr. 70 d.d. 20 juli 1982, van 28 april 1983, de herstellwet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten d.d. 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, en bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale van de Franse Gemeenschap, van het vormingscentrum en van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 73 d.d. 20 juli 1982 en nr. 226 d.d. 7 december 1983, de koninklijke besluiten d.d. 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 7 november 1991 en 30 april 1993 en bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 11 januari 1991 en 30 april 1993 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continuée » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX d.d. 26 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzaak dat de in overweging genomen maatregelen onverwijld in werking kunnen treden omwille van de organisatie en de follow-up van de geplande opleidingen ten gunste van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 14 oktober 1996,

## Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continuée » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt de eerste zin door de volgende bepaling vervangen :

« Een « centre d'autoformation et de formation continuée » wordt opgericht voor het personeel van de onderwijsinrichtingen met volledig leerplan en voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, behalve voor het universitair onderwijs, en voor het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Lid 1 wordt door het volgende lid vervangen :

« Onverminderd de bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de bevoegdheid van de bestuursdiensten en de organieke regeling van de inspectiediensten voor toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap moet dit Centrum opleidingen tijdens de loopbaan bevorderen voor het personeel van de onderwijsin-

richtingen met volledig leerplan en voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap met uitsluiting van de instellingen voor universitair onderwijs, en voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap.»

2° Lid 2 wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht.

1° In het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° bijdragen tot de voorbereiding en leiding van pedagogische dagen of stages waarvan thema, inhoud en begunstigen bepaald worden in overleg met de vakinspectie of met de inspectie van de psycho-medisch-sociale Centra of met het bestuur Organisatie van het onderwijs; »

2° in lid 1 wordt punt 2° door de volgende bepaling vervangen :

« 2° gevolg geven aan de vragen voor hulp of psycho-pedagogische steun die aan bedoeld centrum kunnen worden gericht door de verschillende in artikel 1 bedoelde personeelscategorieën; »

3° in lid 1 wordt punt 3° door de volgende bepaling vervangen :

« 3° werkvergaderingen voorbereiden en leiden voor groepen leerkrachten van een inrichting of voor de leden van een ploeg van een psycho-medisch-sociaal Centrum over thema's voorgesteld door de directie van de verzorgende inrichting of van het psycho-medisch-sociaal centrum; »

4° in lid 1 wordt punt 4° door de volgende bepaling vervangen :

« 4° een documentatiecentrum ter beschikking van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden stellen; »

5° een punt 7° en een punt 8° luidend als volgt, worden tussen lid 1, 6° en lid 2° ingelast :

« 7° bijdragen tot de voorbereiding en de animatie van opleidingsdagen tijdens de loopbaan bestemd voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra. Thema's en inhoud worden door de Raad van beheer van het centrum bepaald; »

« 8° de opvoedkundige werktuigen gebruiken die in het raam van de door de Franse Gemeenschap gefinancierde pedagogische onderzoeken werden uitgewerkt en de opvoedkundige voorstellen beproeven die na afloop van voormelde onderzoeken naar voren werden gebracht; »

**Art. 4.** Artikel 4 van het besluit wordt door volgend artikel vervangen :

« Artikel 4. De pedagogische dagen en stages worden voorbereid, ingericht en geleid in overleg met de bevoegde vakinspecteur(s) of met de inspecteurs van de PMS-Centra, ofwel met het bestuur Organisatie van het Onderwijs, en met de directeur van het Centrum. »

**Art. 5.** Artikel 5, § 2, lid 1 van hetzelfde besluit wordt door onderstaand lid vervangen :

« De Raad van beheer bestaat uit de Administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs, die voorzitt, de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het Onderwijs voor sociale promotie, de coördinerende inspecteur voor buitengewoon onderwijs, en coördinerend inspecteur van de PMS-centra en de directeur van het Centrum. »

**Art. 6.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt punt 2° door de volgende bepaling vervangen : « 2° opdracht-houders : 29. »

**Art. 7.** Artikel 9, punt 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 4. de vermelding « goed » gekregen hebben in de jongste signalementstaat en het jongste inspectieverslag, bij gebrek aan een signalementstaat wordt het personeelslid geacht de vermelding « goed » te hebben; »

**Art. 8.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Lid wordt door volgend lid vervangen :

« De opdrachthouders moeten aan de volgende voorwaarden voldoen : ofwel deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel, bedoeld in artikel 1 van bovenvermeld koninklijk besluit van 22 maart 1969, ofwel deel uitmaken van het technisch personeel bedoeld in artikel 1 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs zoals gewijzigd, en vast benoemd zijn.

2° Lid 2 wordt door volgend lid vervangen :

« Zij worden, volgens het geval, voor een termijn van twee jaar aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de betrokken onderwijsinrichtingen behoren of door de Minister tot wiens bevoegdheid de PMS-Centra behoren. Hun mandaat is vernieuwbaar. »

3° in lid 4 wordt een 9e streepje, dat luidt als volgt, toegevoegd :

« -een eenheid voor het personeel van de PMS-Centra. »

**Art. 9.** Het koninklijk besluit d.d. 18 juni 1979 tot oprichting van Rijksvormingscentra voor het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden van de leden van het technisch personeel van de Rijksvormingscentra wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 11.** De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter  
bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX